

**Collectif Dordogne pour une Paix
Juste et Durable entre
Palestiniens et Israéliens**

Contact :

Comité Dordogne-Palestine
82 Avenue Georges Pompidou -
Boite Postale 80010
24000 PÉRIGUEUX CEDEX
dordognepalestine@gmail.com

Périgueux, le 16 novembre 2023

Monsieur le Président de la République
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président de la République,

Le collectif Dordogne pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens souhaite attirer votre attention sur la situation à Gaza et sur toute la Palestine.

Cela fait 39 jours que la population palestinienne vit l'horreur des bombardements incessants provenant des airs, de la terre, ou de la mer, le déplacement forcé de populations. Nous assistons à un massacre de masse. Un décompte macabre de victimes civiles, des milliers d'enfants. Depuis le 8 octobre, l'OMS a recensé plus de 250 attaques contre des centres de santé à Gaza, plus de 100 employés de l'ONU ont été tués.

Le conflit entre Israël et la Palestine ne date pas du 7 octobre 2023, date de l'offensive du Hamas qui, en frappant systématiquement des populations civiles en Israël, a perpétré un acte de barbarie et de terrorisme. Il prend ses racines dans le blocus inhumain

de la bande de Gaza depuis 17 ans et dans la colonisation ininterrompue des terres palestiniennes par Israël depuis 56 ans, et ce, en toute impunité, au vu de l'incapacité de la communauté internationale à faire respecter les résolutions de l'ONU.

Après près de vingt ans de désintérêt et de désengagement des gouvernements successifs français, et plus largement de l'Union Européenne, à l'égard du peuple palestinien, ce qui s'est passé depuis le samedi 7 octobre nous rappelle nos responsabilités.

Monsieur le Président en affirmant votre soutien inconditionnel à Israël, vous avez permis au gouvernement israélien d'en dévoyer, aujourd'hui, la légitimité car, aucun crime ne peut réparer un autre crime.

Le déluge de fer et de feu, et les flots de sang qui coulent dans les rues, les quartiers, les camps de réfugiés à Gaza ne peut rendre la sécurité à Israël.

Dans le même temps, cette même armée israélienne protège les colons de Cisjordanie qui, par la force, grignotent hectare après hectare les terres des Palestiniens, accaparent une à une les maisons à Jérusalem-Est. Les paysans et les travailleurs qui s'y opposent sont tués, emprisonnés, déplacés manu militari.

La France, et au-delà, les autres pays Européens, ne peuvent se contenter de prises de position opportunistes et fragmentaires. Il était certes essentiel d'appeler à une trêve humanitaire, en cela la conférence humanitaire dont vous avez pris l'initiative ne peut avoir de pertinence sous les bombes. C'est pourquoi, nous prenons acte de vos propos relatés dans un entretien accordé à la BBC où vous exhortez « Israël à cesser les bombardements sur les civils de Gaza ».

Nous exigeons aussi un Cessez-le-feu immédiat combiné à l'envoi d'une mission de Casques bleus pour protéger les Palestiniens, étant entendu qu'Israël dispose d'une armée pour protéger sa population et la libération des otages.

La France doit avoir un engagement à la hauteur du drame qui se déroule à Gaza et prendre une initiative pour relancer le processus de paix à partir des résolutions des Nations-Unies.

L'État français doit reconnaître sans délai l'État de Palestine conformément au vote du parlement de décembre 2014 afin d'ouvrir des perspectives pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

Car, il n'y aura pas de paix au Proche-Orient sans l'État palestinien viable à côté de l'État d'Israël et la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple palestinien, ce qui suppose dès maintenant l'arrêt de la colonisation, la restitution des terres, la libération des prisonniers et la fin de l'emprise militaire israélienne.

Nous demandons qu'avec d'autres États européens tels que l'Espagne et l'Irlande et avec les États du Proche-Orient situés en première ligne - notamment, l'Égypte, le Liban et

la Jordanie - la France et son Président prennent sans tarder une initiative forte en ce sens, en lien avec l'ONU.

Nous demandons que l'Union européenne rompe l'accord d'association qui l'unit à Tel-Aviv qui stipule dans son article 2 le respect des droits humains.

Pour les deux peuples, pour l'ensemble du Proche-Orient, il est temps d'assécher les rivières de sang et de haine, et d'ouvrir de nouveaux chemins d'humanité.

Dans le souhait de voir notre pays participer à redonner une perspective politique à ce conflit qui n'a que trop duré, veuillez croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre haute considération.

Pour le Collectif Dordogne pour une Paix
Juste et Durable entre
Palestiniens et Israéliens

Violette FOLGADO
Présidente de Dordogne-Palestine

Copie :
à Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale
à Monsieur le Président du Sénat
à Mesdames et Messieurs les Parlementaires de la Dordogne

Comité Dordogne-Palestine – 82 Avenue Georges Pompidou -

Boite Postale 80010 - 24000 PÉRIGUEUX CEDEX - dordognepalestine@gmail.com - Tél: 06.30.98.04.08